

Le pouvoir aux travailleurs

11 JANVIER 2004

N° 103

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- LES RICHES ET LE GOUVERNEMENT A LEUR SERVICE MÈNENT LA GUERRE DE CLASSE CONTRE LES TRAVAILLEURS ET LES PAUVRES !	2
- LA NOUVELLE COHABITATION SERA-T-ELLE PLUS DURABLE QUE LA PRÉCÉDENTE ?	3
- IL Y A DIX ANS, LE FRANC CFA ÉTAIT DÉVALUÉ DE 50%	4 - 5
- BÂTIMENT : LES TRAVAILLEURS DE ROSIERS SE MOBILISENT	5 - 6
- FILTISAC : LES TRAVAILLEURS EN COLÈRE !	6 - 7
- SUD BANDAMA, UNE RÉGION SINISTRÉE	8 - 9
- L'ADRESSE DU PRÉSIDENT AUX JEUNES	9
- LA VÉRITÉ N'EST PAS DANS LES PAROLES DE GBAGBO	10
- BRO GREBE : LA HAINE RÉCOMPENSÉE	10 - 11
- GOUDÉ ET DIBOPIEU, DES SERVITEURS QUI SAVENT OBÉIR À LEURS MAÎTRES	11
- ENTRE LES BEAUX DISCOURS D'UN POUVOIR ET LA RÉALITÉ DE LA VIE !	12 - 13
- BICENTENAIRE DE HAÏTI, 1er ÉTAT NOIR INDÉPENDANT	14

LES RICHES ET LE GOUVERNEMENT A LEUR SERVICE MÈNENT LA GUERRE DE CLASSE CONTRE LES TRAVAILLEURS ET LES PAUVRES !

L'année 2004 a été inaugurée par la grève des ouvriers de Filtisac. Le patron n'a rien voulu lâcher. Pas plus que le gouvernement, employeur des agents hospitaliers et des petits fonctionnaires qui s'étaient eux aussi mis en grève quelques mois plus tôt et qui n'avaient rien obtenu.

Lors de ce conflit à Filtisac, si un appui a été donné par le gouvernement, ce fut tout naturellement en faveur du patron, contre les ouvriers, par l'envoi de contingents de corps habillés pour disperser les ouvriers dont quelques-uns étaient venus en renfort avec femmes et enfants devant l'entrée de l'usine pour réclamer leur dû.

Pour 2004, le gouvernement a prévenu qu'il faudra que les travailleurs continuent à se serrer la ceinture. Mais il ne tient pas le même discours au patronat. Il leur a même déjà promis une nouvelle réduction des charges patronales, en plus de tous les cadeaux déjà consentis.

Si ce pouvoir actuel, comme tous ceux qui l'ont précédé depuis Houphouët, trouve de l'argent par centaines de milliards pour distribuer aux riches d'ici et d'ailleurs, il ne consent rien en faveur des populations pauvres et des travailleurs.

Sinon, comment expliquer qu'en plein Yopougon, des quartiers entiers n'ont même pas d'eau courante et que les femmes soient obligées de parcourir des kilomètres dès une heure du matin pour espérer recueillir quelques litres d'eau, avec toute la fatigue et tous les risques que cela suppose ?

Comment comprendre que de pauvres retraités s'entendent répondre qu'*"il n'y a pas l'argent"*, alors que leur 20.000 Fr constitue leur seule ressource ?

Comment expliquer que des villages entiers n'ont même pas de routes praticables, ni de structures hospitalières, à tel point qu'en cas d'hospitalisation, c'est à l'aide de simple brouette que les malades sont évacués ?

Comment expliquer que des pères et des mères de familles qui travaillent et qui souffrent ne touchent qu'un salaire de misère, insuffisant pour subvenir à leurs besoins ?

Comment expliquer qu'avec des bons de mutuel, aucun pharmacien de Dabou n'accepte de servir les médicaments et que l'on soit obligé de se déplacer jusqu'à Abidjan, même lorsque c'est une question de vie et de mort !

Il n'y a qu'une seule et unique explication à toute cette injustice ! Le pouvoir et la bourgeoisie ne forment qu'un seul camp ! Un camp qui opprime et qui exploite les travailleurs.

Si les ouvriers de Filtisac ou du bâtiment, les agents de la santé ou les petits employés de l'Etat, n'ont pas gagné leur lutte en étant séparés, ils auront bien plus de chance de l'emporter demain, s'ils unissent et coordonnent leur lutte dans un mouvement d'ensemble. C'est le vœu qu'on peut souhaiter à la classe des travailleurs pour cette nouvelle année 2004. C'est ainsi seulement qu'ils pourront changer leur sort.

<p>LA NOUVELLE COHABITATION SERA-T-ELLE PLUS DURABLE QUE LA PRÉCÉDENTE ?</p>
--

Les ministres des Forces Nouvelles ont décidé de réintégrer le gouvernement. Guillaume Soro, le secrétaire général des FN (ex-rébellion) qui n'était pas personnellement présent lors des récents conseils ministériels a annoncé sa participation pour la prochaine réunion après avoir été reçu par Gbagbo et Diarra.

Le gouvernement sera donc à nouveau au complet. Il va, dit-on, enfin pouvoir plancher sur de nouveaux projets de lois pour résoudre la crise. Le porte-parole du gouvernement a rappelé que *"un des objectifs majeurs ... est de parvenir à l'identification des personnes, nationaux et étrangers vivant en Côte d'Ivoire et de maîtriser les flux migratoires"*. Pendant que les partis politiques associés dans les accords de Marcoussis vont s'atteler à cette tâche, les états-majors des deux camps se préparent au DDR (désarmement, démobilisation, réinsertion).

17 points de regroupement visant à recenser et faire déposer les armes à ceux qui en ont pris depuis le 19 septembre 2002, date de la tentative de coup d'Etat, sont prévus d'un commun accord entre les deux camps. Considérées comme des troupes régulières, les Fanci ne sont pas concernées par le désarmement.

Les deux camps déclarent s'être entendus pour organiser un référendum sur la modification concernant les clauses d'éligibilité à la présidence de la République. C'est au nom des lois électorales sur mesure que Bédié, Guéi

et Gbagbo avaient dans le passé écarté Ouattara de la course à la présidentielle.

Mais le désarmement militaire, la restructuration de la police nationale, de la gendarmerie, l'organisation de l'élection présidentielle en 2005, sont des périodes incertaines où les tensions et les troubles peuvent à tout moment dégénérer. Pour maintenir le calme, l'ONU prévoit de porter ses effectifs à 6200 personnes. A cela s'ajoutent les 4000 militaires français de la force de la Licorne et les 1400 soldats de la force Ouest-Africaine présents sur le territoire ivoirien. Un tel déploiement de force serait donc une condition à remplir pour arriver enfin à la paix et à la réunification du pays. Koffi Annan a déclaré que cette force ne suffirait pas si les acteurs ivoiriens ne faisaient pas preuve de bonne volonté.

En effet, qu'est-ce qui garantit qu'à l'avenir les dirigeants des grands partis politiques ne feront pas à nouveau usage de l' *"Ivoirité"* et de l'ethnisme pour se hisser au pouvoir une nouvelle fois ? Tous ces leaders démagogues à la tête de leur clan criminel qui ont déversé le poison de la xénophobie sont toujours libres et en bonne place pour se lancer à nouveau dans la compétition. Les mêmes causes peuvent à nouveau produire les mêmes effets et la population pauvre sera la principale victime. La crise en Côte d'Ivoire n'est pas résolue. La paix qu'ils prétendent maintenant instaurer après avoir eux-mêmes brûlé le pays ne peut être que fragile et dérisoire.

IL Y A DIX ANS, LE FRANC CFA ÉTAIT DÉVALUÉ DE 50%

Le 11 janvier 1994, le gouvernement français avec Balladur comme Premier ministre et Mitterrand président, décidait de dévaluer le CFA de 50%. 14 pays africains membres de la "zone franc" étaient concernés par cette mesure tandis que le franc comorien lié au CFA chutait de 33 %. L'objectif affiché de cette grosse dévaluation était de "rétablir la compétitivité de l'économie de la zone" voire de "permettre de lutter contre la pauvreté". Mais ces conséquences ne firent qu'aggraver encore plus la misère de l'écrasante majorité de la population. Du jour au lendemain le prix de tous les produits importés avaient doublé, mécaniquement. Et comme la plupart des produits proviennent de l'importation, tout devenait cher. Même les produits locaux avaient augmenté du fait de la cherté des transports.

Des mesures dites "d'accompagnement" prévues pour soi-disant contrebalancer les effets néfastes de cette dévaluation étaient totalement dérisoires. Les maigres augmentations des salaires dans la fonction publique étaient infimes par rapport aux 50% de la dévaluation. Quant aux salaires des secteurs privés, ils sont restés presque identiques. Selon les chiffres officiels cette dévaluation s'est traduite par une diminution d'environ 40 % du pouvoir d'achat de la population de ces 14 pays. Ainsi pour des millions de personnes qui avaient déjà du mal à trouver de quoi manger, cette dévaluation signifiait encore plus de sacrifices, encore plus de souffrances, de malnutrition, de maladies, etc.

Même pour les cultivateurs dont la vie ne dépendait pas des revenus

salariaux mais de la vente de leur produit, la situation s'était largement aggravée. Avec la même quantité de produit vendu ils ne pouvaient acheter que l'équivalent de la moitié de ce qu'ils pouvaient acheter auparavant.

Cette aggravation brutale des conditions d'existence de millions de personnes s'est ajoutée aux conséquences de la longue crise économique qui les frappait déjà depuis plusieurs années. Entre 1985 et 1993 les cours du cacao et du café avaient baissé de 50%, celui du coton de près de 25%. Par l'intermédiaire du FMI, les dirigeants impérialistes imposaient aux pays pauvres des mesures dites "d'ajustements structurels" qui consistaient à supprimer des emplois dans la fonction publique, à privatiser des pans entiers des secteurs jusque là dans les mains de l'Etat, à diminuer encore plus les budgets dans les secteurs utiles à la population tels que l'éducation, les hôpitaux, la voirie, etc... La dévaluation de 1994 n'a fait qu'amplifier encore plus la pauvreté. Selon les chiffres publiés dans la presse plus de 45% des habitants de la zone franc vivent aujourd'hui avec moins d'un dollar par jour. Pour certains pays ce taux est encore plus élevé : le Mali (75%), la Centrafrique (71,8%), le Tchad (63,7%), le Niger (62,1%), le Burkina Faso (59,9%), le Togo (58%)...

Mais si cette dévaluation s'est traduite par autant de misère d'un côté, cela a été une aubaine pour les grands capitalistes investissant dans la zone franc, notamment les capitalistes français. Cela a permis de diviser les salaires par deux. C'est cela qu'ils appellent "augmenter la compétitivité"

de l'économie de la zone franc : des salaires à la baisse pour les travailleurs et des profits en hausse pour les capitalistes.

Aujourd'hui de nouveau, le bruit court que le franc CFA serait "surévalué" notamment du fait que le dollar est en baisse par rapport à l'euro (auquel est fixé le CFA). Certains se posent alors la question d'une nouvelle dévaluation du CFA. Ce qui est sûr c'est que quelles que soient les décisions des dirigeants de l'impérialisme français ou des dirigeants européens elles n'iront jamais dans le sens des intérêts des

populations. Ce qui intéresse ces gens là c'est comment aider leurs propres capitalistes à amasser le maximum de profit.

La seule manière pour les travailleurs de ne pas subir éternellement les aléas de cette économie capitaliste néfaste pour l'ensemble de l'humanité, c'est de s'organiser pour renverser le règne du capitalisme et de bâtir une autre société basée non plus sur la recherche du profit individuel mais sur la satisfaction des besoins de la majorité.

BÂTIMENT : LES TRAVAILLEURS DE ROSIERS SE MOBILISENT

Plus d'une centaine de travailleurs de la société de promotion immobilière, la SCI les Rosiers ont manifesté bruyamment le jeudi 8 janvier devant le tribunal de travail au plateau. Cette histoire qui les oppose à la direction des Rosiers et qui vient de connaître son premier procès, remonte à plusieurs années.

En effet, c'est après deux ans de chômage qui durait depuis l'an 2000, que "les Rosiers" a finalement décidé de licencier collectivement ces travailleurs au mois d'août 2002. Ces travailleurs qui ont fait les beaux jours de cette entreprise ont été mis à la porte comme des malpropres après 6 voire 7 ans de travail pour certains.

Les travailleurs ont saisi aussitôt l'inspection de travail qui, à son tour a condamné les Rosiers à verser des indemnités de licenciement aux travailleurs.

Depuis cette date, les travailleurs se sont plusieurs fois mobilisés, soit pour faire appel à l'intervention des autorités de l'Etat, soit pour bloquer la

direction et exiger le paiement immédiat de leurs indemnités de licenciement. Mais la direction a toujours opposé un refus en demandant aux travailleurs de saisir le tribunal de travail. C'est ainsi qu'après un an de bagarre intense avec leur direction, les travailleurs ont finalement saisi le tribunal de travail.

Le jeudi 8 janvier étant le jour du premier procès au tribunal, les travailleurs pour montrer au patron qu'ils sont toujours mobilisés, ont organisé une manifestation. Ils ont envahi la cours du tribunal qui fut très restreinte pour les contenir. Ils sont venus avec banderoles et pancartes exprimant leur ras-le-bol et leur détermination à aller jusqu'au bout dans cette affaire. Sur les visages se lisait aussi la colère et la même détermination. Cette mobilisation des travailleurs avait pour but aussi d'influencer un tant soit peu la décision du juge et les comportements de leur propre avocat.

Il faut dire que les travailleurs avaient raison d'agir ainsi. Dans ce monde où tout est possible quand tu as

de l'argent, ils n'ont d'autre moyen que leur force de mobilisation. Les travailleurs n'ont pas d'autres moyens pour se faire entendre. Les patrons, eux, ils ont les moyens d'acheter aussi bien

le juge que l'avocat des travailleurs. Ce sont des pratiques courantes dans ce milieu. C'est pourquoi, cette mobilisation que les travailleurs ont initié ce jeudi 8 janvier ne doit pas rester sans suite.

FILTISAC : LES TRAVAILLEURS EN COLÈRE !

Le 26 décembre au matin les ouvriers des trois unités (Jute, Filtex, PP) sont entrés en grève.

Cela fait des années que les conditions de travail des ouvriers ne cessent de se dégrader. Les effectifs diminuent, malgré l'arrivée de nouvelles machines. Quant aux cadences de travail, elles ne cessent d'augmenter. Pendant ce temps les salaires restent toujours au plancher.

La goutte d'eau qui a déclenché cette grève, c'est le fait que le patron n'a pas versé les 10% des 7,5 milliards de bénéfice contenue dans la revendication des ouvriers comme leur "*participation au bénéfice*". Ce qui représentait une moyenne de 350.000 Fr par ouvrier. A la place, le patron a remis à chacun la somme de 50.000 Fr. Les travailleurs voyaient là une escroquerie ! De plus, les ouvriers ex-Bouaké qui ont rejoint les effectifs de Filtisac, après la fermeture de leur usine, n'ont même pas perçu cette petite somme. Mais une mobilisation de ces ouvriers devant le siège du groupe IPS à Cocody avait vite fait de corriger l'"*erreur*". Ça sentait donc bien l'escroquerie, puisqu'il a suffi d'une simple mobilisation aux anciens de Bouaké pour toucher eux aussi les 50.000Fr. Ce fut un encouragement pour les ouvriers de Filtisac à se mettre en grève et revendiquer ensemble les 350.000 Fr.

Dès le départ, les syndicalistes

s'étaient coupés du mouvement. En effet, le patron, voyant le mécontentement venir, avait réuni les délégués du personnel et les syndicalistes, pour qu'ils militent pour les 50.000 Fr et transmettent à la direction les noms de tous ceux qui parlent de 350.000 Fr.

C'est ainsi que toutes les machines des trois unités de Filtisac se sont arrêtées ce matin du vendredi 26 décembre. Les ouvriers se sont organisés en excluant d'emblée les délégués du personnel et les syndicalistes. Ils ont mis en place un organe de direction de la grève, qu'ils ont appelé "*comité de crise*". A côté, ils ont aussi créé d'autres structures telles que le "*comité de surveillance*", le "*comité de sécurité*" et le "*comité de tuerie*" qui avait pour rôle de faire la chasse aux non-grévistes.

La direction de Filtisac a laissé la situation se pourrir. Elle a refusé de reconnaître les représentants des grévistes et de négocier.

Pendant ce temps, les ouvriers sont restés actifs. C'est durant cette période qu'ils sont allés voir la presse, "*la présidence*" où ils ont été reçus par la Madame Gbagbo. Ce fut une amère expérience. Les ouvriers ont appris à leurs dépens que les vrais maîtres dans ce pays, ceux qui sont véritablement écoutés, ce sont les patrons uniquement. La visite à la présidence n'a rien donné. Les travailleurs

s'attendaient au moins à quelques échos favorables de la part de la RTI dont le DG, Aboké, membre du FPI, est un proche de la "*première dame*". Pourtant, toutes ces démarches sont restées infructueuses. Pire, les seules fois où la RTI a parlé de la grève, ce fut uniquement pour passer des communiqués de la direction Filtisac.

Quant au gouvernement, en envoyant ses forces armées contre les ouvriers, il a encore une fois montré qu'il est dans le camp du patronat.

Le 7 janvier, une autre surprise attendait les ouvriers, lorsque la direction du groupe IPS auquel appartient Filtisac a enfin appelé les ouvriers à venir discuter. Ils ont découvert que le représentant de leur patron n'était autre qu'un ancien ministre du gouvernement.

La rencontre a duré plusieurs heures mais au final, la direction ne lâchait rien : "*on vous règle vos salaires du mois de décembre et vous reprenez le travail* (salaire qui n'avait toujours pas été réglé pour affamer les ouvriers). *Si vous refusez, nous fermons l'usine !*". Ce fut le dernier mot venant de la bouche de ce monsieur.

Le soir, le patron, par un communiqué radio télévisé, appelait les ouvriers à la reprise du travail pour le lendemain 8 janvier. Mais le travail n'a pas repris, malgré toute la pression des chefs pour convaincre les ouvriers à

regagner leur poste.

Dès le 9 janvier, les militaires et autres corps habillés, sont venus disperser les grévistes pour dégager l'entrée de l'usine. Le même jour, les membres du comité de crise apprennent leur licenciement. Pour augmenter la pression, le patron a aussi dressé une liste pour obliger ceux qui veulent reprendre le travail de venir signer. L'entrée de l'usine ainsi dégagée a permis à quelques ouvriers de reprendre leur poste. Leur nombre était cependant insuffisant pour permettre la chaîne de production de fonctionner.

Le lundi 12 janvier, la reprise était quasi totale. La direction avait passé un nouveau communiqué radio télévisé où elle menaçait de "*renvoi*" tous ceux qui n'auront pas repris le travail avant 18 heures. Pendant ce temps, les membres du comité de crise et quelques autres ouvrières et ouvriers étaient interdits d'accès à l'usine. De même qu'un ouvrier est arrêté par la police, accusé d'avoir frappé un non-gréviste.

Même si les ouvriers n'ont pas gagné la grève, ils ont montré à leur patron qu'ils ne sont pas prêts à tout accepter. Ils ont repris le travail, mais leur coeur n'y est pas. Les mêmes problèmes sont là, tôt ou tard, la colère explosera à nouveau. Et les ouvriers sauront tirer les leçons de cette grève, les raisons de leur échec.

L E U R S O C I E T E

FORCES ARMÉES = FORCES DE VOLEURS

Le racket est devenu une chose tellement banale qu'il ne suscite souvent aucune réaction. Depuis la crise qui secoue le pays, les forces de "l'ordre" toutes unités confondues sont passées à la vitesse supérieure. Elles sont devenues de véritables hordes de bandits déguisés, l'uniforme leur donnant une certaine légalité.

Si ce ne sont pas des descentes musclées dans les quartiers, de nuit, pour arracher portables et argent, ce sont des rackets en pleine journée. Ces rackets ont pour cibles principales les

"étrangers". Que tu aies tous tes papiers en règle ou non, tu dois payer. Une certaine somme t'est demandée. Quand tu ne peux pas les satisfaire, tes poches sont tout simplement vidées. Et gare à celui qui n'a pas d'argent. C'est une bastonnade qui l'attend. Pour la correction. On prend soin de vous bander les yeux, de vous étaler ensuite, pour faire pleuvoir sur vous des coups de ceinturon. Ces faits se passaient la dernière semaine de décembre au grand marché d'Adjamé et avaient été relatés par un journal de la place. Ecoeurant !

SUD BANDAMA, UNE RÉGION SINISTRÉE

Le Sud Bandama, dont le chef lieu est Divo, est l'un des greniers à cacao de la Côte d'Ivoire. Malgré cela, cette région demeure complètement en marge de tous les progrès. Les villages restent enclavés soit par absence de voies praticables ou à cause des intempéries.

Dans cette région on en est encore à évacuer les malades et les femmes enceintes en brouette, à dos d'homme, à vélo ou à moto. Parfois sur plusieurs kilomètres et avec tous les risques que cela comporte. Les centres de santé rurale eux aussi enclavés manquent d'infirmiers (ne parlons même pas de médecin) ainsi que de matériels

et de médicaments. Cette situation déplorable est rapportée par Fraternité Matin du 19 et 24 décembre 2003.

Ce qu'on pourrait ajouter pour compléter ce tableau, c'est que cette description s'applique à toutes les régions de l'intérieur du pays et même aux quartiers périphériques des grandes villes. A cela, on doit ajouter le manque d'eau potable, l'impossibilité d'accéder à l'électricité et l'insuffisance des salles de classe.

Si les gouvernants se soucient un jour de cette région, ce ne sera pas pour faciliter la vie des populations qui y vivent. Ce sera dans l'objectif de permettre l'évacuation des matières

L E U R S O C I E T E

premières dont cette région est grande productrice.

Dans cette société ce qui prime, ce n'est pas l'être humain, mais ce qu'il peut rapporter comme profits aux riches.

Tant que les conditions moyenâgeuses dans lesquelles vivent les habitants du Sud Bandama n'empêchent pas la production de cacao cela n'inquiétera pas les dirigeants de ce pays.

L'ADRESSE DU PRÉSIDENT AUX JEUNES

Le président Gbagbo s'est adressé à la jeunesse le 19 décembre dernier. L'essentiel du discours était autour du problème "*emploi jeune*". Mais comme il le dit lui-même, cela faisait partie de ses promesses électorales depuis 2000. En effet, il avait promis de mettre en place un fond d'aide pour les jeunes. Ces derniers n'ont rien vu. Quatre ans après il vient chanter le même refrain.

Pendant cette allocution, il a tenu lui-même à faire cette précision sur le taux de chômage d'après une enquête de l'AGEPE. "*Sur une population de 9 millions de personnes en âge de travailler, seulement 4 millions de personnes soit moins que la moitié avaient un emploi en 2000. Donc, officiellement 5 millions de personnes se trouvent au chômage dont 3 millions de jeunes*". De plus, sur les 4 millions qui avaient un emploi, plus de la moitié ne touche même pas le salaire minimum légal !

Même si l'on admet les chiffres avancés par Gbagbo, quelle est sa conclusion ? Il demande à la jeunesse d'avoir la culture de créer des entreprises au lieu d'attendre qu'une

entreprise viennent les embaucher. Il dit qu'il va mettre dix milliards à la disposition des jeunes et des "*entreprises oeuvrant pour l'emploi des jeunes*". Bien sûr, il y a des conditions pour accéder à ce fond : "*il faut avoir un projet qui sera approuvé par une banque d'abord et ensuite il faut être un jeune agréé par un centre de formation*". D'emblée, ceux qui ont le plus besoin d'aide en sont donc exclus !

Mais, en plus, dans un pays où presque toute la jeunesse est au chômage, où 40% des habitants sont des chômeurs, qu'est-ce qu'un fond de dix milliards peut faire pour absorber ce chômage, à supposer même que cette somme soit réellement investie dans ce sens ? Quand Gbagbo était dans l'opposition, il avait fustigé cette politique et à juste raison. Il prenait pour exemple, le manque de médecins, d'infirmiers et autres auxiliaires dans les hôpitaux, etc. Il prenait aussi comme exemple le manque d'enseignants dans le primaire et le secondaire. Est-ce que cette réalité n'existe plus aujourd'hui ? Ou bien cela montre seulement que ce "*fond de solidarité*" n'est que poudre aux yeux ! Alors, assez de blabla !

L E U R S O C I E T E

LA VÉRITÉ N'EST PAS DANS LES PAROLES DE GBAGBO

Le samedi 3 janvier dernier, le président Gbagbo a reçu 150 jeunes venus des 10 communes d'Abidjan. Cette cérémonie s'est déroulée au palais présidentiel.

Au cours du déjeuner qui a suivi, répondant aux enfants, il leur a dit ceci : *"Vous pouvez devenir président de la république, ministre, directeur général, pilote, professeur, médecin, pharmacien etc. pourvu que vous travaillez bien à l'école. J'ai moi-même été élève comme vous"*.

Quel mensonge ! Ce monsieur qui parle comme ça, sait très bien que la grande majorité des jeunes d'aujourd'hui, tous ceux issus des

familles pauvres, sont des futurs chômeurs et des "jobeurs". *"Réussir"* quand on est issu de famille pauvre n'était déjà pas vrai au temps où les élèves étaient pourtant pris en charge par l'Etat depuis le CP1. Ca l'est encore moins vrai aujourd'hui où les parents doivent tout payer : fournitures, transport, nourriture, internat, etc. Parce que le gouvernement s'est totalement désengagé des frais de scolarités des enfants.

Alors, soit, ce discours de Gbagbo ne s'adresse qu'aux enfants des riches, soit, il est déjà en campagne électorale.

BRO GREBE : LA HAINE RÉCOMPENSÉE

Le 3 janvier dernier, les notables de Grand Alépé intronisaient Bro Grébé comme leur *"guide spirituelle"*, en saluant son *"combat patriotique"*. Cette cérémonie s'est déroulée en présence de Simone Gbagbo et de son sous-fifre Blé Goudé.

Pour mémoire, Bro Grébé, une dirigeante du PDCL, s'était fait connaître lorsque son parti lançait *"l'ivoirité"*. Elle s'était distinguée par ses attaques virulentes contre les *"étrangers"* et les nordistes. Pour plaire à Bédié, ce qui payait en ce temps, c'était à celui qui crachait le plus fort sur son concurrent

ADO, le leader du RDR. Tribaliste et xénophobe notoire, Bro Grébé ne manquait aucune occasion de se faire entendre. Cette démagogie lui avait valu d'être nommée ministre par Gbagbo, dans son *"gouvernement d'ouverture"*. Comme quoi, il n'y a pas que Bédié qui trouvait son compte dans ce langage haineux.

Avec la guerre qui a secoué le pays, la voilà qui s'est rapprochée un peu plus du groupe radical du FPI, autour de Simone Gbagbo. Elle a bien compris que la soupière, ce n'est pas Bédié seul qui l'a maintenant. Voulant

L E U R S O C I E T E

bouffer des deux côtés, la voilà devenue championne des "patriotes". Elle déverse sa haine contre les "étrangers"

avec souvent des appels au meurtre. Voilà qui est ce "symbole", qui est cette "guide spirituelle".

GOUDÉ ET DIBOPIEU, DES SERVITEURS QUI SAVENT OBÉIR À LEURS MAÎTRES

On se souvient qu'au plus dur de la crise politico-militaire que traverse la Côte d'Ivoire, ces deux là étaient parmi ceux qui criaient le plus fort qu'il fallait s'en prendre aux "étrangers" (les pauvres Burkinabé et Maliens, pas les riches Français et Libanais). Sur leur initiative, des ressortissants du Burkina et du Mali, ont été dépouillés, lynchés et tués. En ce temps, tous ceux-là assumaient leur xénophobie.

Aujourd'hui, en ce début de 2004, la tendance est plutôt à la "paix" et à la modération. Ayant reçu les ordres de leurs maîtres, ils ont changé de langage. Blé Goudé et Dibopieu, se sont, du coup, mués en "panafricanistes" clamant "l'unité de l'Afrique" et même "l'anti-impérialisme". C'est dire que ces gens-là peuvent passer de l'un à l'autre, sans problème.

UN EXEMPLE DE CES "INTELLECTUELS" QUI ECRIVENT AU GRÉ DE LEURS INTÉRÊTS DU MOMENT

Le 30 décembre dernier, une cérémonie de remise de prix a eu lieu pour "encourager" les gens de la presse à écrire dans le sens de la "réconciliation nationale".

Eh oui, il y a des journalistes qui sont en retard d'un temps par rapport à leurs commanditaires politiques. Ils n'ont pas bien compris que les Gbagbo ont pour l'instant arrêté avec leurs discours haineux, xénophobes et guerriers, pour adopter des discours de "paix" et de "réconciliation". Alors, pour inciter ces journalistes à écrire dans son sens, Gbagbo a créé une sorte de concours pour récompenser les journalistes les

plus talentueux dans le changement à 180° de leurs écrits.

S'agissant de la presse écrite, le prix a été remporté par Venance Konan pour son éditorial "Où sommes-nous". Cet article s'opposait aux va-t'en-guerre. Mais ceux qui connaissent ce "pacifiste" de fraîche date, savent qu'il fut sous Bédié un grand défenseur de "l'ivoirité". Il ne manquait jamais une occasion d'attiser le feu contre les nordistes et les "étrangers". Il crachait des propos haineux et xénophobes sur ADO et tous ceux qui avaient le malheur de le soutenir.

Dans une certaine mesure,

L E U R S O C I E T E

Venance Konan a donc participé à créer cette situation qui a abouti à la guerre. Les propos haineux de sa plume et de ses collègues journalistes se sont traduits chez d'autres par la prise de machettes, par des conflits ethniques,

par des morts.

C'est dire combien tous ces journalistes sont des gens bien pourris. Ils écrivent ce qui rapporte de l'argent, quitte à ce que d'autres en paient le prix, souvent de leur vie.

CORRESPONDANCE ENTRE DICTATEURS

Le sanglant dictateur, Lansana Conté de Guinée, vient de s'assurer un autre mandat à la tête de son pays. Cela a été l'occasion pour Gbagbo de lui faire une adresse élogieuse.

Dans cette adresse, il était question de "*l'esprit de justice*".

"*d'équité*" de Lansana Conté. Quand on sait comment ce dernier emprisonne et parfois élimine des opposants dans son pays, certains peuvent s'étonner du ton amical et fraternel de cette adresse. Sauf que les Gbagbo, Conté et consorts étant du même monde, ils ont une définition autre de "*l'équité*" et de la "*justice*".

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

ENTRE LES BEAUX DISCOURS D'UN POUVOIR ET LA RÉALITÉ DE LA VIE !

Il s'agit d'une histoire vécue par un instituteur qui vit une réalité à mille lieues des discours officiels du pouvoir. Cet instituteur enseigne depuis 7 ans. Depuis lors, l'endroit où il passe ses années, à instruire les enfants, en faisant de son mieux, ne dépend pas de lui, de ses choix, de ses souhaits. C'est l'Etat qui décide. N'étant pas "*pistonné*", il se retrouve tous les ans au fin fond des contrées de la Côte d'Ivoire, dans les villages dont on n'imagine même pas

l'existence.

C'est ainsi qu'il vient de passer un an à Souromane, un village situé à une vingtaine de kilomètres de Koung Fao, non loin de la frontière ghanéenne. Ce village n'est desservi par les transports en commun, des "*bâchés*", qu'une seule fois par semaine, c'est le vendredi, le jour du marché. En dehors de ce jour, vous ne pouvez pas vous rendre dans ce village, sauf si vous payez la somme de 8.000 Fr et louez

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

l'un de ces véhicules à Koung Fao. Vous ne pouvez même pas vous dire, je vais louer un "bâché" et j'allégerai les frais de location en prenant d'autres passagers en chemin. Les propriétaires refusent ce genre d'arrangement et se sont entendu dans ce sens. Au total, lorsqu'il ne peut pas faire autrement, notre instituteur se débrouille pour regagner un autre village plus proche du sien et parcourt les six ou sept kilomètres restants à pieds. Mais lorsque vous êtes chargé de bagages, ce genre d'exercice devient très difficile. D'autant que des bagages, il en a toujours. Il profite toujours de son passage à Abidjan pour partir avec tout ce dont il a besoin pour le temps qu'il aura à passer. Là-bas, les prix sont toujours à un niveau inabordable pour un petit salaire d'"*insti*".

Le problème dans ce genre de village, explique-t-il, lorsqu'il y a un malade qui demande à être évacué, c'est un vrai problème. D'abord, il n'y a aucune structure hospitalière, même pas un petit dispensaire, ni une petite pharmacie. Alors, quand un problème comme ça se pose, on ne sait pas quoi faire ! Tu veux payer 8.000 Fr. Mais les "bâchés", eux, sont stationnés à Koung Fao. Tu ne peux rien faire. Ce qui fait mal, par-dessus tout, racontait-il, ce sont les discours pompeux du pouvoir sur l'AMU (Assurance Maladie Universelle). Ces discours des politiciens n'ont aucune réalité sur le terrain. Les gens n'ont même pas le minimum pour subvenir à leurs besoins. Tu vas leur faire payer l'AMU et puis quoi ? Tu vas leur envoyer "bâché" ?

C'est la même chose dans le domaine scolaire. A Souromane, par

exemple, les enfants sont assis 4 par bancs et tu as une cinquantaine d'élèves par classe. Quel enseignement tu vas leur donner ? C'est vrai que nous avons reçu des manuels scolaires que nous n'avions pas par le passé. Mais les 250 Fr demandés à chaque parent d'élève pour qu'on leur prête ces manuels pour toute l'année scolaire pose problème. Ainsi, j'ai des élèves sans manuel. Pour 250 Fr ! Tu vas faire quoi ? C'est vrai que, par ailleurs, les parents ont beaucoup fait. Il est vrai que vu le désengagement de l'Etat depuis toutes ces années, ce sont eux-mêmes qui ont construit les écoles, les logements pour les instit, fabriqué les bancs, etc. Beaucoup de choses ont été réalisées dans le cadre des programmes FRAR, mais restent insuffisantes.

Maintenant, il y a tout l'effort qu'on nous demande et il y a la réalité que nous vivons, par ailleurs. Passons sur les difficultés à s'adapter à vivre dans les villages où tu es obligé, toi-même, d'élever tes poulets pour assurer tes besoins et faire ton petit jardin. Mais il y a aussi le salaire qui est loin de suffire pour couvrir toutes les dépenses. Quand j'ai commencé comme "stagiaire", je touchai 80.000 Fr. 7 ans après, je perçois toujours le même salaire. Pourtant, la vie est devenue bien plus chère. De plus, je dois assurer les dépenses de deux côtés : mes besoins là-bas, mais aussi les besoins de ma femme et de mes enfants ici à Abidjan.

C'est un témoignage qui en dit long sur la politique de ce gouvernement vis à vis de l'ensemble des couches populaires.

BICENTENAIRE DE HAÏTI, 1 ^{er} ÉTAT NOIR INDÉPENDANT
--

Au lendemain de la Révolution Française des révoltes d'esclaves éclatent dans les colonies des Antilles pour obtenir la liberté. Ce fut le cas en Guadeloupe et en Martinique mais aussi dans la partie française de l'île d'Hispanola, la future Haïti. Cette région produisait les 3/4 du sucre du monde, ainsi que du coton, du café, de l'indigo et d'autres denrées tropicales. Son commerce représentait sous Louis XIV le 1/3 du commerce extérieur français.

Cette prospérité reposait sur le travail des esclaves noirs importés du continent africain. Ils étaient 455.000 en 1791 sur une population de 510.000 habitants. Pour échapper aux violences qu'ils subissaient, les esclaves pratiquaient le "*marronage*", la fuite dans les montagnes (les mornes). Des révoltes d'esclaves secouaient périodiquement les plantations. A l'époque de la Révolution Française, les puissances européennes, Angleterre, Espagne et France se menaient des guerres pour la possession des colonies. L'Espagne possédait une partie de l'île et s'appuyait sur les esclaves et les chefs pour affaiblir la puissance française. Le 4 février 1794, la Convention en France avait promulgué un décret abolissant l'esclavage dans ses colonies. Cette même année les Noirs se sont soulevés et ont battu les Anglais présents eux-aussi dans l'île ainsi que les colons hostiles à l'abolition. Ils s'appuyaient sur Toussaint Louverture, un chef militaire Noir, ancien esclave affranchi. Les Anglais furent expulsés et en mai 1798, Toussaint fit une entrée triomphale à Port au Prince. Mais pendant ce temps en France le régime qui avait reconnu aux esclaves la liberté conquise était tombé avec la chute de Robespierre en 1794. Toussaint a dû prendre des distances vis à vis des représentants sur l'île du pouvoir français. Napoléon Bonaparte cherchait à rétablir l'esclavage dans les îles des Caraïbes. Il réussit à l'instaurer à nouveau en Guadeloupe et en Martinique en 1802. Mais à Saint Domingue, Toussaint et ses lieutenants Dessalines et Christophe, bénéficiant de la détermination et du soutien des esclaves réussissaient à tenir tête aux 22.000 hommes de la flotte française. Les troupes napoléoniennes victimes de la fièvre jaune et du manque de ravitaillement perdaient leur morale face aux soldats Noirs qui chantaient comme eux-mêmes les chants de la Révolution de 1789. Finalement Toussaint a fini par être capturé et envoyé en France où il fut incarcéré au Fort de Joux dans le Jura. Il mourut le 7 avril 1803.

Les révoltés de Saint Domingue ont continué le combat. Ils ont réussi à vaincre les forces napoléoniennes sous la direction de Dessalines. L'indépendance fut proclamée le 1^{er} janvier 1804 et la nouvelle république prit le nom de Haïti. Les nouveaux dirigeants haïtiens n'ont pas tardé à s'octroyer des privilèges et des biens laissés disponibles à cause de l'éviction des esclavagistes blancs.

Devenu le 1^{er} Etat noir indépendant de l'histoire Haïti anticipera avec plus d'un siècle d'avance sur ce qu'allait être le destin de tant de pays colonisés d'Afrique, d'Amérique et d'Asie. Ce pays a subi avant bien d'autres le blocus, les pressions militaires et économiques, l'étranglement financier et l'endettement. Sa population pauvre a fait l'expérience, bien avant d'autres pays colonisés que l'indépendance nationale ne suffit pas pour se préserver de la pression et du pillage impérialiste. A cause de cela et aussi à cause de la ponction prélevée par ses propres classes dominantes, ce pays est complètement ruiné et transformé en une sorte de camps de concentration pour l'immense majorité pauvre.

Seule une nouvelle révolution, cette fois des esclaves des temps modernes, des prolétaires, peut si elle ne s'arrête pas aux limites des Caraïbes, mettre définitivement fin à l'exploitation de l'homme par l'homme et offrir à tous les peuples de cette région et même au-delà, un avenir digne de ce nom.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.